



GT Diversité du 1^{er} octobre 2010 : liminaire

Solidaires aux finances a fait part lors du comité pour la diversité et l'égalité du 9 juillet dernier de nos attentes en matière de politique volontariste en matière de lutte contre les discriminations, comme de nos divergences d'approches ou de fonds, sur les sujets relevant du label diversité.

Je ne reviendrai pas sur ce qui a été également dit aux ministres quant aux reculs évidents que vont subir les femmes de par des politiques les pénalisant tant par la réforme des retraites que par la réforme en matière de dépendance, reculs concernant également les personnes handicapées par la diminution de certaines allocations..

Il nous faut malheureusement ajouter depuis cet été, la politique du gouvernement d'expulsion de personnes suivant leurs origines en l'occurrence les Roms, politique qui a été vivement condamnée par la commission européenne elle-même. Sommée de s'expliquer et de se justifier, la France a pour l'instant échappé à une procédure d'infraction pour discrimination!

Le vote par l'assemblée nationale hier de la déchéance de la nationalité va dans ce même sens d'une dérive où l'origine est stigmatisée, où la distinction est faite entre être français d'origine ou français par naturalisation.

Solidaires aux finances condamne vivement ces mesures sources d'injustices, porteuses de racisme et d'inégalités graves.

Parler d'un label diversité dans nos ministères ne pouvait se faire aujourd'hui pour nous sans cette condamnation ferme, nous traitons des questions de gestion des personnels dans nos ministères, mais pour autant, chacun de nous vit dans la société et ne peut rester sourd ou aveugle des réalités d'une telle nature, voulues, et décidées politiquement et qui vont à l'encontre de toutes les valeurs portées au travers de la lutte contre les discriminations.

Pour autant, luttant également contre des formes de discriminations insidieuses, et parce que le souci de Solidaires c'est le droit des agents des ministères et leur protection, nous siégeons à nouveau pour faire avancer concrètement ces droits. Nous vous ferons part au fil de l'eau de ce groupe de travail de nos remarques concernant le point d'étape d'aujourd'hui sur les mesures prises en faveur de la diversité.